



JTLD réagit ! Communiqué sur la situation en Tunisie : Stop aux milices, stop à la violence et oui pour le droit de manifester !

Le 12/12/2012

Le 4 Décembre dernier, L'Union Générale Tunisienne du Travail avait commémoré le 60ème anniversaire de l'assassinat de Farhat Hached, grande figure du syndicalisme et du mouvement national tunisien.

Lors de cette manifestation pacifique et populaire, de nombreux syndicalistes et militant(e)s réuni(e)s sur la place Mohamed Ali, devant le siège national de de l'UGTT, ont été violemment agressé(e)s par des milices appartenant au « comité de sauvegarde de la Révolution » faisant de nombreux blessés.

Ces mêmes milices violentes autoproclamées "gardiennes de la Révolution" avaient déjà sévi, de la même manière, à de nombreuses reprises, lors de précédentes manifestations, semant à chaque fois la terreur.

Ces milices, par leurs actions systématiquement violentes, sabotent le souffle démocratique en Tunisie, portent gravement atteinte aux revendications des tunisiens en transformant toute revendication pacifique en manifestation violente.

Face à l'inaction coupable du gouvernement, et plus grave encore, à sa complaisance vis à vis de ces milices à travers la minimisation voire la dénégation de leurs agissements, de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer et exiger la dissolution de ces comités. Cette revendication est exprimée depuis de nombreux mois par plusieurs partis politiques, associations et acteurs de la société civile.

C'est dans ce contexte que l'UGTT a décrété une grève générale en Tunisie le 13 Décembre 2012. En trente quatre ans d'existence, l'UGTT même si elle fut quelquefois controversé, n'a appelé qu'à deux reprises à une grève générale.

Le caractère exceptionnel du recours à cette action fait échos à la gravité de la situation. Aujourd'hui, des négociation avec le gouvernement sont en cours et la réunion du comité administratif de l'Union Générale Tunisienne du Travail n'a pas pour l'instant rendu sa dernière décision à propos de la grève générale qui était prévue pour ce jeudi, 13 décembre.

Quelques soit l'issue de ces négociations et étant donné la situation du Pays, les positions de JTLD sont :

-Dénonciation et condamnation des violences faites aux militants victimes de l'agression du 4 Décembre,

-Dénonciation des attaques systématiques et violentes de ces milices,

-Condamner le silence et l'inaction du gouvernement qui compromet de manière grave l'unité du peuple tunisien, le rendant de facto complice par inaction.

-Exiger la dissolution immédiate de ces milices criminelles qui installent le pays entier dans un climat de violence et de peur, et dont l'objectif inavoué est de faire échec aux aspirations démocratiques du peuple tunisien,

-Appeler toutes les associations, partis politiques, militants et citoyens démocrates à s'unir autour de ces revendications et de la construction d'un projet de souveraineté nationale, d'évolution sociale, politique et économique vers la démocratie et la réalisation des objectifs de la Révolution.

Partageant pleinement ces objectifs, condamnant toute forme de violence et d'atteinte aux libertés individuelles et collectives, JTLD s'associe à toute démarches pacifiques et constructives qui feront sortir la Tunisie du climat actuel.